

---

**Rapport du Président****Proposition de prêt****République démocratique populaire lao****Projet Agriculture for nutrition (Agriculture pour la Nutrition) – Phase 2 (AFN II)**Numéro du projet: 2000003760

---

Cote du document: EB 2022/LOT/P.6

Date: 1<sup>er</sup> décembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: APPROBATION****Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 88.

---

---

**Questions techniques:****Reehana Raza**Directrice régionale  
Division Asie et Pacifique  
courriel: r.raza@ifad.org**Ambrosio Barros**Directeur de pays  
Division Asie et Pacifique  
courriel: a.nsingui Barros@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
<b>II. Description du projet</b>	<b>4</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	7
E. Coût, avantages et financement	8
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>12</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
D. Soutenabilité de la dette	13
<b>IV. Exécution</b>	<b>13</b>
A. Cadre organisationnel	13
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
C. Plans d'exécution	15
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>15</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>16</b>

### Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated Project Risk Matrix

---

<b>Équipe d'exécution du projet</b>	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Ambrosio Barros
Responsable technique:	Joyce Njoro
Spécialiste climat et environnement:	Hisham Zehni
Responsable des finances:	Mark Biriukov
Juriste:	Paul Edouard Clos

---

## Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.  
 Source: FIDA, 05/10/2022

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République démocratique populaire lao
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et des forêts
<b>Coût total du projet:</b>	48,2 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	13,2 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Conditions mixtes
<b>Cofinancier:</b>	Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)
<b>Montant du cofinancement:</b>	20 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Cofinancement
<b>Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:</b>	4,8 millions d'USD
<b>Contribution du secteur privé national:</b>	0,3 million d'USD (en espèces); 1,2 million d'USD (en nature)
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,13 millions d'USD
<b>Déficit de financement:</b>	6,7 millions d'USD
<b>Montant du financement de l'action climatique apporté par le FIDA:</b>	6,05 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA

## I. Contexte

### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

#### Contexte national

1. **Contexte politique, économique et social.** La République démocratique populaire lao est une république socialiste à parti unique. La population nationale compte environ 7,38 millions de personnes et comporte 49 groupes et 160 sous-groupes ethniques. La population rurale représente 67% de la population totale.
2. La République démocratique populaire lao est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui a atteint la stabilité politique et une croissance économique constante et robuste ces 20 dernières années. Cependant, la croissance du PIB est passée de 4,7% en 2019 à 0,5% en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. En 2021, la deuxième vague de la pandémie a réduit à néant les espoirs d'un fort rebond, avec un taux de croissance prévisionnel de seulement 2,5% pour 2022<sup>1</sup>.
3. **Contexte au regard de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de l'agriculture paysanne et du développement rural.** Les politiques publiques ont permis de réduire le taux de pauvreté monétaire de 24,6% en 2012-2013 à 18,3% en 2018-2019 (objectif de développement durable n°1) et enregistrent des progrès dans trois indicateurs de l'indice de la faim dans le monde (proportion de personnes sous-alimentées, taux de mortalité des moins de 5 ans et prévalence du retard de croissance).
4. **Les agriculteurs sont pour la plupart des petits exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance.** Ils ont la capacité de développer leurs activités agricoles s'ils bénéficient d'un accès à la formation, aux technologies, aux marchés commerciaux et aux financements. La production rizicole, combinée à d'autres cultures, constitue les cultures vivrières traditionnelles du pays.
5. **Stratégies, politiques et/ou programmes nationaux concernant l'agriculture paysanne, la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire.** Le cadre général qui oriente le développement socioéconomique du pays est le 9<sup>e</sup> Plan quinquennal national de développement socioéconomique (2021-2025). Ces éléments sont appuyés par le plan de relèvement du deuxième Programme national pour la période 2021-2023 remédiant aux difficultés économiques et financières actuelles. Parmi les autres politiques clés orientant le projet Agriculture pour la Nutrition II figurent la Stratégie de développement de l'agriculture à l'horizon 2025 et la Vision nationale à l'horizon 2030 ainsi que la Stratégie nationale de nutrition à l'horizon 2030 et le Plan d'action national pour la nutrition 2021-2025.
6. **Principaux acteurs et dispositions institutionnelles.** Comme c'est le cas dans le projet AFN I, l'organisme chargé de la direction du programme est le Ministère de l'agriculture et des forêts (MAF) par le biais de son Département de la planification et de la coopération. Les autres parties au projet qui ont été désignées sont le Ministère de la santé, le Ministère de l'industrie et du commerce ainsi que le Ministère des finances. Selon la politique nationale de décentralisation, les districts joueront un rôle essentiel dans la prestation de services aux villages et organisations communautaires.

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, 2022

### Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris par le FIDA, le projet AFN II a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - porteur de transformations en matière de genre;
  - axé sur les enjeux nutritionnels;
  - priorité accordée aux peuples autochtones;
  - incluant la capacité d'adaptation.
8. **Égalité femmes-hommes.** L'indice de développement de genre du pays en 2019 est de 0,927, ce qui traduit un niveau d'égalité moyen entre les femmes et les hommes s'agissant des acquis de l'indice de développement humain. Avec un indice d'inégalité de genre de 0,459, le pays se classe 113<sup>e</sup> sur 162 en 2019<sup>2</sup> ().
9. Les femmes occupent 27,5% des sièges parlementaires<sup>3</sup> et 35,1% des femmes adultes ont atteint au moins l'enseignement secondaire contre 46,2% de leurs homologues masculins. En 2021 et 2022, le Forum économique mondial a classé le pays au premier rang mondial s'agissant de la participation et des possibilités économiques des femmes. Cependant, ces dernières continuent de se heurter à des difficultés pour ce qui est du degré d'instruction (109<sup>e</sup> rang), de la santé et de la survie (55<sup>e</sup> rang) et de l'autonomisation politique (116<sup>e</sup> rang)<sup>4</sup>.
10. **Peuples autochtones.** Le Gouvernement reconnaît 49 groupes et 160 sous-groupes ethniques. Le groupe Lao-Tai représente 67% de la population, sans oublier les trois principaux groupes ethnolinguistiques n'appartenant pas à l'ethnie Taï Lao, à savoir les Môn-Khmer (21% de la population), les Hmong-Mien (8%) et les Sino-Tibétains (3%).
11. Les populations autochtones vivant dans la zone d'intervention du projet comptent généralement parmi les plus pauvres et les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela s'explique par plusieurs facteurs liés à l'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux écarts de pauvreté et aux normes sociales en matière de régime alimentaire.
12. **Sécurité alimentaire et nutrition.** Selon l'indice de référence de l'Organisation mondiale de la santé, plus de 80% de la population laotienne n'a pas les moyens de manger sainement. Le triple fardeau de la malnutrition, ou les taux élevés de retard de croissance, d'émaciation et d'anémie, reste un problème crucial et coexiste avec des taux de surpoids et d'obésité en augmentation.
13. Un tiers des enfants de moins de 5 ans connaît une malnutrition chronique et il existe de fortes disparités entre les régions. La prévalence de l'émaciation s'élève à 9%. Selon les estimations actuelles, le retard de croissance au cours des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant coûte au Gouvernement lao 2,4% du PIB chaque année.
14. **Changements climatiques.** En République démocratique populaire lao, la vulnérabilité aux changements climatiques est due aux inondations et à la sécheresse, touchant en particulier le secteur agricole. Malgré d'abondantes ressources en eaux de surface et souterraines, la variabilité du climat, en particulier une augmentation de la fréquence ou de la gravité des périodes de sécheresse dans certaines régions du pays, limite déjà la disponibilité en eau pour la production domestique lors des saisons sèches.

<sup>2</sup> Programme des Nations unies pour le développement, 2020

<sup>3</sup> Banque mondiale, 2021

<sup>4</sup> Forum économique mondial, 2022

15. Les modèles climatiques prévoient pour la plupart une augmentation des taux de précipitations annuelles, avec des changements de plus grande ampleur dans le cadre de profils d'évolution à plus fortes émissions.

### **Justification de l'intervention du FIDA**

16. S'appuyant sur la réussite du projet AFN I en cours<sup>5</sup>, le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a décidé de proposer une seconde phase, dans laquelle le FIDA continuera d'apporter son appui en tant qu'organisme de supervision de l'investissement et de l'assistance technique, tandis que le Programme alimentaire mondial (PAM) interviendra en tant qu'organisme de supervision de l'assistance technique seulement.
17. Alors que le PAM offre un avantage comparatif distinct dans la promotion d'une approche intégrée plus large de la nutrition et de la santé, la proposition de valeur du FIDA réside dans les technologies agricoles au service des petits exploitants, en établissant un lien entre la nutrition et l'agriculture, en renforçant la résilience face aux changements climatiques et en développant les filières.

## **B. Enseignements tirés**

18. Les retards d'exécution s'expliquent par des retards dans la mobilisation de l'assistance technique et la mise en place des procédures du projet. Le projet AFN II conservera les systèmes de gestion déjà en place du projet AFN I pour éviter les retards dans le démarrage des activités.
19. **L'approche décentralisée est indispensable pour l'autonomisation des communautés et la durabilité des interventions.** Il est prévu de renforcer les capacités au niveau des districts concernant les aspects techniques et de gestion du projet afin de s'assurer que les organisations locales telles que les groupes d'agriculteurs et les comités villageois de la nutrition bénéficient d'un appui adéquat.
20. **La planification et la coordination participatives communautaires constituent des points d'entrée clés pour la hiérarchisation des options pertinentes sur le plan local provenant d'un groupe d'options d'investissement du projet.** Les investissements du projet AFN II seront déterminés par les plans de développement villageois, la planification nutritionnelle au niveau des villages et les propositions de don, en accordant une attention plus marquée à la rentabilité, la viabilité économique, l'établissement de liens avec le marché ainsi qu'à l'atténuation des risques climatiques et la durabilité environnementale et sociale.
21. **Fermes-écoles pour la nutrition.** Le projet AFN II conservera l'approche de ces fermes-écoles, qui s'est avérée extrêmement efficace pour autonomiser les femmes et améliorer la nutrition dans le cadre du projet AFN I.
22. **Effets de la COVID-19 sur les fermes-écoles pour la nutrition.** Le projet AFN II lancera des « banques du riz » pour parer aux périodes de faim et éviter l'endettement des ménages très pauvres et confrontés à l'insécurité alimentaire.
23. **Canaux de prestation de services durables dans les zones les plus reculées.** Le projet AFN II appuiera la transition des prestataires locaux de services vers l'entrepreneuriat rural en combinant la prestation de services avec des activités génératrices de revenus. Le rôle de ces prestataires s'est avéré essentiel durant AFN I.
24. **Mécanisme d'établissement de liens avec le marché.** Pour parer aux difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre, l'approche des partenariats commerciaux tout au long des filières sera adoptée. Cela nécessite de fournir des possibilités de dons de contrepartie aux grandes sociétés et aux groupes de production agricole

<sup>5</sup> Entrée en vigueur: 28/04/2016. Achèvement: 31/12/2022. Don du GAFSP: 31,5 millions d'USD, aucun prêt du FIDA.

dès le démarrage. La coopération avec le réseau d'entreprises pour le renforcement de la nutrition (SUN) permettra de tirer parti des acteurs privés s'intéressant à la nutrition et de fournir des orientations sur la création de partenariats public-privé tenant compte des enjeux nutritionnels.

25. Les autres enseignements tirés des projets précédents, à prendre en considération pour la durabilité des infrastructures et l'agriculture résiliente face aux changements climatiques, sont détaillés dans le rapport de conception de projet.

## **II. Description du projet**

### **A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles**

26. L'**objectif du projet** est de permettre à 28 000 ménages vulnérables vivant dans la zone d'intervention d'accroître leurs revenus de 20% d'ici 2030.
27. L'**objectif de développement du projet** est de permettre à 28 000 ménages vulnérables vivant dans la zone d'intervention d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcer leur résilience face aux changements climatiques et d'accroître les revenus des petits exploitants d'ici 2030.
28. La **durée du projet** est de sept ans (2023-2029).
29. La **zone d'intervention du projet** comprend 500 villages de 20 districts dans six provinces, notamment les provinces d'Oudomxay, de Phongsaly et de Xieng Khouang dans le Nord et les provinces d'Attapeu, de Saravane et de Sekong dans le Sud.
30. La **population cible** compte 168 000 personnes réparties dans 28 000 ménages, ce qui représente environ 33% de la population totale des districts cibles, soit approximativement 502 000 personnes. Les groupes cibles sont constitués de petits exploitants agricoles pauvres et quasi pauvres, ainsi que des membres de leur ménage, qui sont exposés aux risques d'insécurité alimentaire et de malnutrition et vivent dans les districts cibles.



## B. Composantes, résultats et activités

31. Les composantes et sous-composantes du projet sont présentées au tableau 1.

Tableau 1

**Composantes, sous-composantes et activités du projet AFN II**

<i>Composante 1</i>	<i>Composante 2</i>	<i>Composante 3</i>
<b>Mise en place d'interventions nutritionnelles fondées sur l'agriculture et les ressources naturelles et impulsées par les communautés (PAM et FIDA)</b>	<b>Renforcement des partenariats commerciaux et amélioration de l'accès aux marchés (FIDA)</b>	<b>Environnement favorable (FIDA et PAM)</b>
<i>Sous-composante 1.1: Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des enfants, des filles et des autres groupes vulnérables (PAM et FIDA)</i>	Activité 1: Appui aux microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire	Activité 1: Planification et coordination multisectorielles (PAM)
Activité 1: Fermes-écoles pour la nutrition et autonomisation des femmes	Activité 2: Plateformes commerciales multipartites	Activité 2: Partenariats
Activité 2: Création de jardins familiaux intégrés	Activité 3: Infrastructures liées aux marchés	Activité 3: Gestion du projet
Activité 3: Transformation et conservation des produits alimentaires nationaux		
Activité 4: Sources locales d'aliments, gestion des aliments prélevés dans la nature		
Activité 5: Activités communautaires de communication visant à faire évoluer la société et les comportements en matière de nutrition et de genre		
<i>Sous-composante 1.2: Amélioration de la productivité agricole (produits de base choisis) (FIDA)</i>		
Activité 6: Renforcement des organisations locales		
Activité 7: Amélioration des services de conseil agricole et rural		
Activité 8: Construction et modernisation d'infrastructures tenant compte de l'adaptation aux changements climatiques (irrigation/services d'approvisionnement en eau à usage multiple)		

## C. Théorie du changement

32. Le problème de développement a été identifié: les petits exploitants et les ménages ruraux vivant dans les hautes terres reculées de la République démocratique populaire lao sont touchés de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté. Ce problème a été aggravé par les effets conjugués de la pandémie de COVID-19, des changements climatiques et du conflit en Ukraine ainsi que par la crise économique qui en découle.
33. Les voies de changement pour appuyer la transition entre le problème de développement et l'objectif du projet reposent sur les produits et résultats complémentaires figurant dans les hypothèses décrites ci-dessous.
34. La **première voie de changement** relève de la sous-composante 1.1) Le projet mettra en place des interventions nutritionnelles fondées sur l'agriculture et les ressources naturelles et impulsées par les communautés avec les produits suivants: i) 28 000 ménages bénéficient de services et d'une formation améliorés, climato-compatibles et tenant compte des questions de genre dans le domaine de la nutrition; ii) Un don monétaire soumis à conditions cible 15 000 personnes pour la création de jardins familiaux ou l'élevage du petit bétail; iii) 375 villages bénéficient d'un appui sous forme de formation et de dons monétaires pour la conservation et le stockage des aliments, y compris la création ou la restauration de 250 banques du riz; iv) 30 écoles primaires dans le cadre du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale sont en lien avec les

producteurs locaux pour améliorer les repas fournis à l'école et proposer aux enfants d'âge scolaire des aliments sûrs, diversifiés, nutritifs et locaux.

35. **Les produits susmentionnés devraient générer les résultats suivants: i) 14 000 ménages ont amélioré leurs connaissances, attitudes et pratiques liées à la nutrition et à la santé et ii) 40% des enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient d'un régime alimentaire minimum acceptable.** Pour ce faire, il faut partir de l'hypothèse suivante: les communautés s'approprient les interventions et y participent activement; les communautés ciblées souhaitent améliorer leur état de santé et nutritionnel; les communautés ciblées ont un pouvoir de décision clé concernant les achats de produits alimentaires et la préparation des repas des ménages; les avantages qu'offrent les bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires sont compris et adaptés aux communautés ciblées; les agriculteurs locaux souhaitent participer au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et disposent de produits agricoles appropriés pour fournir les écoles.
36. Une **voie de changement interdépendante** (sous-composante 1.2) vise à aider 15 000 ménages à adopter des technologies et pratiques écologiquement durables et résilientes face aux changements climatiques en tant que résultat des produits suivants: i) 22 400 membres de ménages bénéficient d'un appui à l'amélioration de la productivité par l'exécution des dons des groupes de production agricole, ii) 10 000 ménages bénéficient d'intrants ou de services concernant les pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques ou durables, iii) 68 000 hectares de terres bénéficient d'un appui à l'amélioration de la production, iv) 1 000 organisations de producteurs bénéficient d'un appui.
37. La promotion du secteur agricole dans l'optique d'une productivité tenant compte des enjeux nutritionnels permettra d'accélérer les gains nutritionnels dans les communautés ciblées et d'améliorer la production de cultures diversifiées et nutritives pour des régimes alimentaires de meilleure qualité, notamment les aliments riches en micronutriments et les cultures vivrières autochtones et sauvages. La création de jardins familiaux et l'élevage du petit bétail favorisent la production d'aliments riches en nutriments. Dans l'hypothèse où les pratiques améliorées sont appropriées, adoptées et activement diffusées, les investissements des groupes de production agricole contribuent aussi à accroître la production alimentaire et génèrent des revenus. Autre hypothèse: les techniciens agricoles et les agents vétérinaires des villages, sans oublier les agriculteurs chefs de file, fournissent aux membres des groupes de production agricole des services efficaces de conseil dans les zones les plus reculées avec l'appui du Bureau de l'agriculture et des forêts de leur district.
38. Une **deuxième voie de changement** consiste à i) construire ou moderniser 500 installations de transformation, de stockage et de commercialisation qui soient inclusives et accessibles; ii) aider 600 groupes de production agricole à participer à des partenariats et des accords ou des contrats formels avec des entités publiques ou privées dans les filières alimentaires, et ce, par le biais des plateformes multipartites et des mécanismes de dons de contrepartie; iii) inviter 50 MPME à rejoindre le réseau pour le renforcement de la nutrition SUN en tant que nouveaux membres et les faire bénéficier de services de développement des entreprises, d'un appui à la commercialisation et d'un accès aux financements; iv) moderniser les pistes d'accès existantes dans les zones rurales.
39. Les produits combinés susmentionnés relevant de la composante 2 devraient générer le résultat suivant: **15 000 ménages et agriculteurs déclarent bénéficier d'un meilleur accès physique aux installations de commercialisation, de transformation et de stockage.**

40. La **troisième voie** consiste à fournir les produits suivants: i) 30 résultats attendus importants concernant les processus de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont concrétisés sous la forme de plans multisectoriels dans le domaine de la nutrition liés aux actuels Plan national d'action pour l'alimentation et la nutrition et Plan de développement socioéconomique pour la période 2021-2025; ii) 5 produits du savoir sont achevés avec l'appui du projet en lien avec l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribuent aux processus d'élaboration des politiques; iii) environ 40 organisations de la société civile ont directement contribué à aider les communautés à mettre en œuvre les plans pour la nutrition au niveau des villages ainsi que les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels, et ce, avec la participation des femmes, des jeunes, des groupes ethniques et des personnes handicapées.
41. Les produits susmentionnés devraient déboucher sur l'approbation et l'appui, par les comités de la nutrition des districts, des plans pour la nutrition au niveau des villages comme preuve de l'amélioration de la coordination multisectorielle et transversale et comme résultat de la composante 3.
42. Les **trois voies de changement susmentionnées devraient permettre d'atteindre l'objectif de développement du projet** grâce aux voies complémentaires suivantes: i) 16 800 ménages bénéficiant d'une augmentation de revenus de 20% d'ici 2030, ii) 14 400 femmes déclarant une diversité alimentaire minimale, iii) 16 800 ménages bénéficiant d'un accroissement de leur résilience face aux changements climatiques de 30%, iv) 58 000 personnes bénéficiant d'une autonomisation accrue, et v) 16 800 ménages bénéficiant d'une diminution de l'insécurité alimentaire de 20%, mesurée par l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue.
43. Les résultats susmentionnés contribueront à atteindre l'objectif du projet.

#### **D. Alignement, appropriation et partenariats**

44. **Alignement sur les objectifs de développement durable (ODD).** Les interventions menées dans le cadre du projet contribueront directement à atteindre l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim « zéro ») et l'ODD 5 (Égalité entre les sexes).
45. **Conformité avec les priorités nationales.** Le processus de conception du projet a été déterminé par les priorités et objectifs énoncés, entre autres, dans le PNDSE 2021-2025, la stratégie et la vision de développement du Ministère de l'agriculture et des forêts à l'horizon 2030 ainsi que la stratégie et le plan d'action nationaux sur la nutrition.
46. **Alignement sur les politiques et les priorités institutionnelles du FIDA.** Le projet AFN II contribue directement aux objectifs stratégiques du FIDA pour la période 2016-2025 et les priorités transversales du Fonds sont intégrées grâce à l'approche porteuse de transformation en matière de genre, respectueuse des peuples autochtones, tenant compte des enjeux nutritionnels et axée sur le financement de l'action climatique.
47. **Appropriation par le pays.** Le Gouvernement (plus précisément le Ministère de l'agriculture et des forêts et les organismes publics clés) a joué un rôle de premier plan dans la coordination de toutes les consultations et du processus d'élaboration du projet avec l'appui technique du FIDA et du PAM. Un large éventail de parties prenantes aux niveaux national et infranational a été consulté au stade de préparation de la note de stratégie de pays et au stade de la conception.
48. **Harmonisation des partenariats avec les projets en cours.** Le projet AFN II est en phase avec les activités des autres partenaires de développement du même secteur et de la même zone d'intervention.

## **E. Coût, avantages et financement**

### **Coût du projet**

49. Le coût total du projet AFN II d'une durée de sept ans est estimé à 48,30 millions d'USD ventilés comme suit: prêt du FIDA de 13,23 millions d'USD; don du GAFSP de 20 millions d'USD (12 millions d'USD exécuté par le biais du FIDA et 8 millions d'USD mis en œuvre par le PAM); contributions des bénéficiaires de 2,1 millions d'USD; contributions du secteur privé de 1,4 million d'USD; contribution du Gouvernement de 4,8 millions d'USD; et déficit de financement de 6,7 millions d'USD.
50. Les sous-composantes 1.2, 2.2 et 3.3 sont comptabilisées en partie dans le financement de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA à ce projet pour le financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 6,05 millions d'USD.
51. Le déficit de financement de 6,7 millions d'USD pourra être comblé dans le cadre de cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution. Au cas où les fonds additionnels prévus ne se concrétiseraient pas, certaines interventions seront ramenées à une échelle réduite (par exemple, pistes d'accès).
52. Le taux d'inflation a augmenté, passant de moins de 2% en février 2021 (d'une année sur l'autre) à 12,8% en mai 2022. Selon les prévisions économiques, l'inflation devrait s'établir à environ 5% en 2023. On suppose que le taux d'inflation diminuera en 2024, pour retrouver les niveaux d'avant la crise. La dépréciation de la devise locale face au dollar des États-Unis compense l'effet de l'inflation.

Tableau 2  
**Coût du projet par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Emprunteur/ bénéficiaire</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Don du GAFSP (FIDA/MAF)</i>		<i>Don du GAFSP (PAM)</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Secteur privé</i>			<i>Déficit de financement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Contributions monétaires</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Composante 1	2 426 459	9	4 762 074	17	8 397 272	30	6 459 437	23	1 913 201	7	-	-	0	3 831 305	13,8	27 789 748	58
Composante 2	986 163	13	1 402 104	19	971 257	13	-	-	218 864	3	918 362	229 591	15	2 710 499	36	7 436 838	15
Composante 3	1 364 121	10	7 069 937	54	2 629 098	20	1 536 324	12	0	0	237 306	59 326	2	172 652	1	13 068 764	27
<b>Total</b>	<b>4 776 743</b>	<b>10</b>	<b>13 234 115</b>	<b>27</b>	<b>11 997 627</b>	<b>25</b>	<b>7 995 761</b>	<b>17</b>	<b>2 132 065</b>	<b>4</b>	<b>1 155 668</b>	<b>288 917</b>	<b>3</b>	<b>6 714 455</b>	<b>14</b>	<b>48 295 351</b>	<b>100</b>

Tableau 3  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Emprunteur/ bénéficiaire		Prêt du FIDA		Don du GAFSP/FIDA/MAF		Don du GAFSP/PAM		Bénéficiaires		Secteur privé			Déficit de financement		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	Contributions monétaires	%	Montant	%	Montant	%	
<b>Dépenses d'investissement</b>																		
A. Travaux	2 060 831	24	-	0	2 295 898	27	355 368	4	940 844	11	-	-	0	2 889 642	34	8 542 583	18	
B. Biens, services et intrants	175 522	7	1 057 981	43	821 719	33	418 544	17	-	0	-	-	0	-	0	2 473 767	5	
C. Dons et subventions	693 724	4	4 721 615	27	5 382 572	31	214 536	1	1 191 221	7	1 155 668	288 917	8	3 542 656	21	17 190 908	36	
D. Consultants	1 338 695	13	5 490 718	52	2 132 383	20	1 502 541	14	-	0	-	-	0	172 652	2	10 636 989	22	
E. Formation	356 139	5	1 323 402	20	1 365 055	20	3 572 700	53	-	0	-	-	0	109 505	2	6 726 802	14	
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>4 624 911</b>	<b>10</b>	<b>12 593 716</b>	<b>28</b>	<b>11 997 627</b>	<b>26</b>	<b>6 063 689</b>	<b>13</b>	<b>2 132 065</b>	<b>5</b>	<b>1 155 668</b>	<b>288 917</b>	<b>8</b>	<b>6 714 455</b>	<b>58</b>	<b>45 571 048</b>	<b>94</b>	
<b>Dépenses récurrentes</b>																		
A. Dépenses de fonctionnement	151 832	6	640 400	24	-	0	1 932 071	71	-	0	-	-	0	-	0	2 724 303	6	
<b>Total des dépenses récurrentes</b>	<b>151 832</b>	<b>6</b>	<b>640 400</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>1 932 071</b>	<b>71</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>2 724 303</b>	<b>6</b>	
<b>Total</b>	<b>4 776 743</b>	<b>10</b>	<b>13 234 115</b>	<b>27</b>	<b>11 997 627</b>	<b>25</b>	<b>7 995 761</b>	<b>17</b>	<b>2 132 065</b>	<b>4</b>	<b>1 155 668</b>	<b>288 917</b>	<b>3</b>	<b>6 714 455</b>	<b>14</b>	<b>48 295 351</b>	<b>100</b>	

Tableau 4  
**Coûts du projet par composante et par année du projet**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>		<i>2026</i>		<i>2027</i>		<i>2028</i>		<i>2029</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
Composante 1	2 583 296	9	6 611 920	24	8 315 497	30	6 786 815	24	2 217 726	8	865 719	3	408 776	1	<b>27 789 748</b>
Composante 2	9 021	0	504 943	7	1 392 607	19	2 044 189	27	2 551 780	34	888 772	12	45 527	1	<b>7 436 838</b>
Composante 3	2 636 039	20	1 712 059	13	2 178 902	17	2 188 975	17	1 661 440	13	1 366 594	10	1 324 755	10	<b>13 068 764</b>
<b>Total</b>	5 228 356	11	8 828 922	18	11 887 005	25	11 019 980	23	6 430 945	13	3 121 085	6	1 779 059	4	<b>48 295 351</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

53. Le prêt du FIDA est consenti à des conditions mixtes et financera 27% du coût total du projet.
54. Le retrait et l'utilisation des fonds dans le cadre du projet AFN II seront régis par le manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets pour les emprunteurs ainsi que l'accord de financement entre le FIDA et la République démocratique populaire lao.
55. **Flux de fonds.** Le Ministère des finances ouvrira auprès de la Banque de la République démocratique populaire lao deux comptes désignés, libellés en dollar des États-Unis, pour la réception et la gestion des fonds provenant du prêt et du don.
56. Les fonds du GAFSP seront versés au FIDA et au PAM par le biais du compte du GAFSP, conformément à leurs mandats respectifs. Le FIDA négociera un accord de financement avec le Ministère des finances. Le PAM, quant à lui, négociera un mémorandum d'accord pour l'exécution des activités qu'il supervisera avec le Ministère de l'agriculture et des forêts.

### **Décaissement**

57. **Procédures de décaissement.** Le retrait anticipé et le recours au principe du fonds renouvelable constitueront la principale méthode de décaissement.
58. **Contributions du Gouvernement lao et des bénéficiaires.** Les contributions du Gouvernement lao, des bénéficiaires et du secteur privé seront intégrées dans le Plan de travail et budget annuel (PTBA) et seront signalées dans les comptes de projet.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

59. Selon les résultats de l'analyse économique réalisée sur une période de 20 ans, le projet est très rentable et présente une valeur actuelle nette de 507 621 786 567 kips laotiens, soit 34 281 385 USD, et un taux de rentabilité économique de 26%.
60. Une **analyse de sensibilité** confirme que le projet demeurerait rentable dans l'éventualité d'une augmentation des coûts de 28%, d'une diminution des avantages de 17%, d'une augmentation des coûts de 11% ou d'une diminution des avantages de 10%. Il resterait aussi rentable si les avantages accusaient un retard d'une année.

### **Stratégie de sortie et pérennisation**

61. Le projet de stratégie de sortie figurant à l'annexe 10 du rapport de conception du projet expose les moyens de pérennisation pour chaque activité, en examinant les diverses options (retrait progressif, par passage de témoin ou rapide) au moyen d'une analyse des risques associés. La stratégie de retrait sera affinée dès le démarrage afin de s'assurer que les bénéficiaires se l'approprient et qu'elle est adaptée au développement du projet.

## **III. Gestion des risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

62. Le profil de risque global du projet est modéré.
63. **Risques financiers.** Le risque inhérent à la gestion financière est modéré et le risque résiduel est faible.
64. **Mesures d'atténuation:** i) améliorer le logiciel de comptabilité grâce à l'utilisation d'un module budgétaire au niveau des provinces; ii) alignement de la passation des marchés relatifs aux services d'audit sur les exigences du FIDA; iii) renforcement des capacités des nouveaux membres du personnel financier dans les départements et les unités de district.



65. Les risques associés à la coordination de plusieurs projets financés par les donateurs seront atténués par la structure d'exécution décentralisée.

Tableau 5  
**Synthèse globale des risques**

<i>Domaines de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Environnement et climat	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation des marchés au titre du projet	Élevé	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Élevé	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
<b>Risque global</b>	<b>Modéré</b>	<b>Modéré</b>

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

66. La catégorie du **risque environnemental et social** du projet est considérée comme élevée en raison de la localisation du projet dans des zones habitées par des groupes ethniques. Comme l'exigent les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, un plan pour les peuples autochtones et un plan de consentement libre, préalable et éclairé ont été élaborés. Ils seront mis en application et feront l'objet d'un suivi pendant l'exécution du projet. Les risques relevant des autres normes des PESEC sont pour la plupart considérés comme faibles, et modérés dans quelques cas.

## **C. Classement au regard des risques climatiques**

67. La catégorie du **risque climatique** est jugée comme présentant un risque modéré. Les principaux aléas climatiques identifiés dans la zone d'intervention sont les suivants: glissements de terrain, cyclones, chaleur extrême. La pénurie d'eau est jugée comme un risque faible à condition de pouvoir mobiliser les ressources en eaux superficielles et souterraines de manière durable.

## **D. Soutenabilité de la dette**

68. Selon le dernier Diagnostic-pays établi par la Banque mondiale, le capital social public et privé a augmenté d'après les estimations, passant de 28 milliards d'USD en 2000 à près de 190 milliards d'USD en 2019 en dollars des États-Unis constants de 2017. Cependant, ces investissements ont été principalement financés grâce à l'accumulation de la dette extérieure. Le total de la dette publique et garantie par l'État a considérablement augmenté pour atteindre 14,5 milliards d'USD en 2021, soit 89% du PIB.

# **IV. Exécution**

## **A. Cadre organisationnel**

### **Gestion et coordination du projet**

69. Le Ministère de l'agriculture et des forêts fera office d'organisme responsable du projet par le biais de son Département de la planification et de la coopération et assumera la responsabilité globale de l'exécution du projet, en déléguant un coordonnateur national du projet. Le bureau national de coordination du projet se chargera de gérer directement l'exécution du projet avec les coordonnateurs du projet au niveau des provinces et des districts, les départements techniques (par exemple l'Institut national de recherche agricole et forestière) et les organismes d'exécution. Ce bureau bénéficie de l'appui d'un assistant technique en chef international, employé à plein temps, et d'une équipe d'assistance technique.

70. Dans l'ensemble, c'est le Comité national de pilotage du projet qui fournira les grandes orientations du projet et les indications stratégiques. Le Comité provincial de pilotage du projet approuvera les plans de travail et budget annuels (PTBA) ainsi que les rapports de situation et financiers annuels qu'élaborent les districts. Le Comité de développement économique et social des districts agira en qualité de Comité de pilotage du projet au niveau des districts. Il se réunira chaque trimestre pour approuver les PTBA des districts et examiner les rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

71. En sa qualité de dépositaire des fonds sur les comptes du projet, le bureau national de coordination du projet se chargera des principales tâches de gestion financière. Le spécialiste de la gestion financière du bureau sera responsable de la gestion effective de ces tâches et rendra compte au coordonnateur national du projet. Le Ministère de l'agriculture et des forêts, par le biais du bureau national de coordination du projet, sera responsable devant le Gouvernement lao et le FIDA de la bonne utilisation des fonds conformément aux accords juridiques. Les systèmes comptables du projet seront conformes aux normes comptables internationales et aux exigences du Gouvernement lao et des contrôles financiers internes seront effectués.
72. **Planification et budgétisation.** Le projet formulera les plans de travail annuels et à plus long terme définissant les activités à mettre en œuvre et détaillera ces dernières année par année. Le projet inclut l'élaboration d'un plan trimestriel et annuel d'attribution de marchés et de décaissement qui soit en adéquation avec les règlements et le calendrier des activités du Gouvernement lao ainsi qu'avec les exigences du FIDA.
73. **Contrôle interne.** L'actuel manuel de gestion financière du projet AFN sera adapté pour la seconde phase et comportera des modifications.
74. **Systèmes comptables,** politiques, procédures et information financière. Le système de gestion des finances du projet AFN II prévoit d'adapter la structure, la politique et le mécanisme du projet AFN I en place et de continuer à améliorer et à réaliser la conception et les activités du projet AFN II.

#### **Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances**

75. Les groupes cibles du projet AFN II et les autres parties prenantes concernées participeront au cycle du projet depuis la planification et l'exécution jusqu'au suivi et à l'évaluation des interventions.

#### **Mécanisme de réponse aux doléances**

76. Afin de s'assurer que toutes les parties prenantes du projet bénéficient d'un mécanisme formel adéquat, transparent et équitable, le manuel d'exécution du projet inclut un mécanisme détaillé de réponse aux doléances, tenant compte des lois et décrets nationaux ainsi que des exigences du GAFSP, du FIDA et du PAM.

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

77. Les trois principaux instruments de planification et de suivi seront les suivants: base de données de suivi-évaluation, cadre logique et PTBA.
78. **Planification.** Des projets de PTBA seront élaborés par l'ensemble des districts et provinces concernés ainsi que par les bureaux de coordination du projet au niveau des provinces et au niveau des districts, puis seront compilés au niveau national. Le PTBA proposé sera soumis au FIDA et au Comité national de pilotage du projet pour approbation.

79. **Suivi et évaluation.** Il sera rendu compte des indicateurs clés, définis dans le cadre logique, dans les rapports de situation semestriels. Le plan de suivi du projet permettra de cibler les interventions en faveur des bénéficiaires cibles avec plus d'efficacité et d'efficience.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

80. Les aspects novateurs de la conception du projet AFN II sont notamment:  
 i) l'approche multisectorielle de la planification nutritionnelle aux niveaux des provinces, des districts et des villages avec la participation de toutes les parties prenantes publiques; ii) l'adoption d'une approche axée sur la demande, de l'établissement de liens entre les acteurs du marché, et ce, par le biais de consultations avec les parties prenantes en utilisant le principe de la plateforme multipartite et en incluant le réseau d'entreprises SUN; iii) la mise au point et à l'essai d'autres innovations liées à l'autonomisation des femmes et l'évolution des normes sociales; iv) le recours à des activités communautaires de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, à la fois innovantes et liées à la nutrition, pour atteindre efficacement tous les groupes cibles souhaités; v) les investissements dans l'identification, l'utilisation et la gestion des aliments prélevés dans la nature; vi) la mise en œuvre de technologies innovantes climato-compatibles.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

81. Le projet AFN passera de la phase I à la phase II dans le courant du premier semestre de 2023 et conservera ses principaux processus et procédures, garantissant ainsi un certain niveau de préparation à un démarrage rapide et en douceur de cette seconde phase.
82. Le projet AFN II sera exécuté sur une période de **sept ans**. La première année, un atelier de démarrage sera organisé pour sensibiliser l'ensemble des parties prenantes à l'approche du projet, à ses composantes clés et aux modalités d'exécution. La date sera planifiée début juin 2023. Les principaux documents d'exécution seront achevés.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

83. Le système de supervision interne du projet comprend des réunions d'examen mensuelles au niveau local, trimestrielles au niveau national et annuelles à ces deux niveaux, recueillant des informations sur les progrès accomplis, les enseignements tirés et les solutions aux contraintes d'exécution. Un rapport spécifique sera élaboré pour les réunions d'examen trimestrielles et annuelles.
84. De plus, un mécanisme de supervision conjointe IFAD-PAM sera mis en œuvre par le biais de missions annuelles de supervision en alternance avec des missions semestrielles d'appui à l'exécution. Un examen à mi-parcours sera réalisé à la fin de la troisième année de la durée de vie du projet et un autre examen est prévu à son achèvement.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

85. L'accord de financement entre la République démocratique populaire lao et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi du financement proposé à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
86. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
87. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

88. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique populaire lao un prêt à des conditions mixtes d'un montant de treize millions deux cent trente-cinq mille dollars des États-Unis (13 235 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

# Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 24 November 2022)

Loan No: \_\_\_\_\_  
Grant No: \_\_\_\_\_

Project name: Agriculture for Nutrition - Phase 2 ("AFN II" or "the Project")

Lao People’s Democratic Republic (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

**WHEREAS** the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

**WHEREAS**, the Grant shall be financed through a contribution from the Global Agriculture and Food Security Programme (GAFSP) of which 60 per cent will be administered by IFAD as Supervising Entity for Investments and Technical Assistance and 40% by WFP in quality of Supervising Entity for Technical Assistance;

**WHREAS** the Borrower/Recipient has undertaken to provide additional support, financially or in kind that may be needed to the Project;

**WHEREAS**, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan/Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. A. The amount of the loan is thirteen million two hundred and thirty-five thousand United States Dollars (USD 13 235 000).

- B. The amount of the GAFSP grant administered by IFAD is twelve million United States Dollars (USD 12 000 000).
2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal of the Loan granted on blend terms will be repaid in equal instalments.
  3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollars (USD).
  4. The Fund shall credit the amount of the grant into the grant account ("Grant Account") only when the funds have been received from the GAFSP. Any withdrawals from the Grant Account shall be subject to the condition that sufficient funds for the Project shall have been received by the Fund from the GAFSP and deposited in the Grant Account to cover the withdrawal and that the Fund shall have been notified of such transfer and deposit in writing. The Fund shall have no obligation to extend financial assistance to the Recipient under this Agreement for the purpose of the Project if no funds are available in the Grant Account for the Project.
  5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1<sup>st</sup> of January.
  6. Payments of principal and interest, service charge shall be payable on semi-annually on each 15 of April and 15 of October.
  7. There shall be two Designated Accounts in US Dollars, for the exclusive use of the Project opened in the Bank of Lao PDR for receiving and holding the loan and grant proceeds. The Designated Accounts shall be managed by the Ministry of Finance (MOF). The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
  8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of four million seven hundred and eighty thousand US dollars (USD 4 780 000) in the form of taxes and duties.

### **Section C**

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF) through its Department of Planning and Cooperation (DoPC).
2. The following are designated as additional Project Parties:
  - Ministry of Health (MOH)
  - Ministry of Industry and Commerce (MOIC)
  - Ministry of Finance (MOF).
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

4. The Project Completion Date shall be the seventh (7<sup>th</sup>) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.

5 Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower/Recipient's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

#### **Section D**

1. The Fund will administer the Loan/Grant and supervise the Project.

#### **Section E**

1. The following are designated as additional grounds for cancellation/suspension of this Agreement:

a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- a) the Designated Accounts shall have been duly opened;
- b) Key Project staff has been appointed as per Schedule 1 of this Agreement;
- c) the IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
- d) the Borrower/Recipient shall submit an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
- e) the authorized signatories shall have been submitted to IFAD; and
- f) the first AWPB and the procurement plan shall have been submitted and received no-objection from IFAD.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Ministry of Finance  
23 Singha Road, Saysettha District  
P.O. Box 46  
Vientiane  
Lao People's Democratic Republic

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

Copy to:

Ambrosio Barros  
IFAD Country Director  
Lao People’s Democratic Republic

This Agreement, [dated \_\_\_\_\_], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

LAO PEOPLE’S DEMOCRATIC REPUBLIC

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Alvaro Lario Hervas  
President

Date: \_\_\_\_\_



## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

##### 1. *Target Population.*

The intended target population is 168 000 people in 28,000 households, of which at least 70% belong to ethnic groups. The target population will include: (a) children under 5 years of age (CU5); (b) adolescent girls (age 10-19); (c) women of reproductive age (age 15-49); (d) youth (age 15-35); and (e) others (ensuring 50% female). The Project will support vulnerable households and individuals most likely to be left behind, such as women-headed households (2%), persons with disability (2%), Lao migrants returning to rural areas due to COVID-19 impacts (5%), ethnic groups other than Lao/Tai (at least 70%).

##### 2. *Project area.*

AFN II is a scaling-up phase, expanding from the Government's twelve priority "convergence districts" in four northern provinces to twenty districts in six provinces: Phongsaly, Oudomxay, Xieng Khouang in the north and Salavan, Sekong and Attapeu in the south. Over a total of 500 target villages, AFN II will support 125 villages in convergence districts already having received support in the first phase, as well as 375 villages in non-convergence districts, including villages supported by the recently completed IFAD-funded FNML project in the three southern provinces. Village selection will follow the same criteria, including the government criteria for Poverty Graduation and Development defined by the Decree 348.

##### 3. *Goal.*

The goal is to enable 28,000 vulnerable households living in the project area to improve their income by 20% by 2030. AFN II is a nutrition sensitive and gender transformative project.

##### 4. *Objectives.*

The Objective is to enable 28,000 vulnerable households living in the project area to improve their food and nutrition security, enhance their climate resilience and increase smallholders income by 2030.

##### 5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

###### 5.1 Component 1: Community-driven agriculture and natural resources-based nutrition interventions establishment.

This component will have two main outcomes. The first outcome is to improve the nutrition knowledge, attitudes and practices (KAP) of the targeted poor and near poor smallholder farmer households who are most at risk of food and nutrition insecurity, further exacerbated by the COVID-19 pandemic. This outcome will be achieved through Sub-component 1a: Improved nutritional status of women, children, girls, and other vulnerable groups, which is supervised and implemented by WFP in close cooperation with MAF and the Provincial Agriculture and Forestry Offices (PAFO), District of Agriculture and Forestry Offices (DAFO) and provincial and district convergence agencies (education and sports, health and LWU).

###### 5.1.2 *Sub-Component 1.a: Improved nutritional status of women, children, girls, and other vulnerable groups (WFP and IFAD)*

Subcomponent 1a will produce the following outputs: (i) 28,000 households receive improved nutrition services and training (FNS, SBCC, training, promotion of wild foods in local diets); (ii) 15,000 people -mainly women- implement home garden grants and receive training; and (iii) 400 villages receive support for food conservation and storage, including 250 rice banks.

### 5.1.3 *Sub-component 1.b: Improved agriculture productivity of selected commodities*

Subcomponent 1b will produce the following outputs: (i) 22,400 household members receive productivity enhancement support by implementing grants for Agriculture Production Groups (APGs); (ii) 10,000 households receive inputs or services on climate resilient or sustainable agriculture practices; (iii) 68,000 ha of land-area receive improved production support; and (iv) 970 producer-based organizations are supported (860 APGs and 100 WUG).

### 5.2 Component 2: Business Partnerships and Market Access improvement.

This component aims at improving physical access to markets, processing and storage. It will produce the following outputs: (i) build or rehabilitate 375 processing, storage, and market facilities (storage, collection points, etc.); (ii) support 600 producers' organisation (APGs) to engage in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities in food value chains, through Multi-Stakeholder Platforms (MSP) and matching grant facilities; (iii) 50 MSMEs join the SUN Business Network as new members and receive business development, marketing support and access to finance; and (iv) rehabilitate existing rural access tracks.

### 5.3 Component 3: Enabling environment and partnerships

This component aims at improving multisectoral planning in support to achieving the target set in the NPAN 2021-2025 as well as improving service delivery to the rural communities by involving CSOs. It will deliver the following outputs: (i) 30 substantive deliverables on food security and nutrition processes are completed in the form of multisectoral nutrition plans linked with the current NPAN and SEDP for the period 2021-2025; (ii) 5 knowledge products are completed with project support related to agriculture, natural resources management (promotion of wild foods), and food/nutrition security to contribute to policy dialogue and preparation of NPAN and SEDP for the period 2026-2030; and (iii) around 40 CSOs directly contribute to support communities in implementation of their village nutrition plans and other nutrition-sensitive interventions involving women, youth, ethnic groups and people with disabilities.

## **II. Implementation Arrangements**

### 6. *Lead Programme Agency.*

The Ministry of Agriculture and Forestry (MAF) will be the implementing agency through its Department of Planning and Cooperation (DoPC). It delegates the implementation and management to NPCO and District Project Coordination Offices.

### 7. *Project steering Committees*

#### 7.1 *National Project Steering Committee (NPSC)*

The NPSC will be responsible for overall project direction and, working within the framework of the National Nutrition Strategy to 2025 and Plan of Action 2021-2025 (NNSPA), for the convergence of AFN II activities with other agencies and development partners. It will provide guidance and oversight to participating provinces and districts, and be responsible for approving AFN II AWPBs and progress reports for submission to MoF and IFAD and will be the final arbitrator on issues relating to project design and management. The NPSC will include representatives from MAF, Ministry of Finance (MoF), Ministry of Planning and Investment (MPI), Ministry of Health (MoH) Ministry of Industry and Commerce (MOIC) Ministry of Environment and Natural Resources (MONRE) and the 6 provincial Governors/vice governors. The NPSC, which will be co-chaired by the Vice-minister, MAF and Vice-minister MoH, will rotate its half yearly meetings between Vientiane and participating provinces. The NPSC will meet annually with additional meetings (and membership) as needed. The mandates of the NPSC are to provide policy and strategic guidance and make major decisions to support the project implementation.

## 7.2 *Provincial Project Steering Committee (PPSC).*

The Provincial Project Steering Committee (PPSC) will be set up with the roles to approve annual the AWPBs and annual progress and physical and financial reports prepared by the districts that are approved by the respective District Socio-Economic Development Committee (DSEDC). The PPSC will include representatives from related provincial technical line agencies participating in AFN II management and implementation (Province Agriculture and Forestry Office | PAFO, Department of Finance | DOF, Department of Planning and Investment | DPI, District Industry and Commerce Office | DICO, District Health Office | DHO, Department of Education and Sport | DOES, Department of Public Works and Transport | DPWT, Lao Women Union | LWU, District Natural Resources and environment | DONRE, Provincial Cabinet, District Governor or Vice-governor, and Provincial Chamber of Commerce. The PPSC will be chaired by the Provincial Governor or Vice-Governor and the meetings will be held on a semi-annual basis with full participation of key PPSC members, key line agencies, relevant civil society, NGOs, and provincial private agri-businesses. At provincial level, technical meetings among core technical teams of the Provincial Project Coordination Office (PPCO) will be held on quarterly basis to discuss on quarterly project plan, physical and financial achievements, issues and propose implementation support to district implementing counterparts.

## 7.3 *District Project Steering Committee (DSEDPC)*

The DSEDPC will discuss on quarterly basis the project plan, physical and financial achievements, issues and provide strategic guidance and technical support to project management and implementation. In addition to the reviewing and endorsement of semi-annual project progress reports and approval of district AWPB, the *DSEDPC* reviews and approves individual farmer group production plans, district multi-sector development plans and others. In addition, technical meetings among district core technical teams of District Project Coordination Office (DPCO) will be held on a monthly basis to discuss the operational project plan, physical and financial achievements and any other issues.

## 8. *Project Implementation approach – National level*

### *National Project Coordination Office (NPCO)*

The NPCO will be responsible for the implementation of the Project through decentralized implementation and integrated work processes. The NPCO will undertake the following tasks: (i) overall project management and coordination; (ii) liaison and coordination with IFAD and WFP; (iii) secretariat support to the NPSC; (iv) initiate establishment of structures and procedures for project implementation and facilitate their performance/application; (v) arrange for start-up workshop and orientation meetings/workshops to kick-start implementation; (vi) adhere by, implement and propose necessary revisions to the various project implementation manuals; (vii) consolidate and assure quality of all work plans and budgets, financial management records, withdrawal applications, information, and records into a single project record; (viii) coordinate preparation of the AWPB, ensuring a balanced application of project resources across the six Provinces; consolidate and review AWPB submissions from PAFO-DAFO teams, finalise and submit to the NPSC for approval; (ix) prepare tender documents and support procurement processes undertaken by procurement committee. (x) Monitor and support procurement by DAFO teams; (xi) Provide technical support to facilitate project coordination and implementation by PAFO and DAFO teams; (xii) Ensure and keep record of adherence to IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures;(xiii) Prepare annual progress reports, which include a management reflection on emerging issues and proposed remedial action; and (xiv) Prepare for and facilitate project supervision missions and implementation support missions.

## 9. *Project Implementation Approach – Provincial level*

### *Provincial Project Coordinator*

At Provincial level, project coordination will be under the responsibility of PAFO who will appoint a provincial project coordinator (PPC). In line with the Sam Sang decentralisation policy, there is no project office at provincial level, following arrangements similar to AFN I.

#### 10. *Project Implementation Approach – District Level*

##### *District Project Team*

District Project Coordination Office (DPCO) will serve as a focal point for the planning, implementation and monitoring of AFN II activities at district and village level. Each District Agriculture and Forestry Office (DAFO) will coordinate and consolidate planning and budgets for the preparation of AWPBs, manage AFN II accounts for expenditure carried out at district level, and prepare monthly, quarterly, semi-annual and annual physical and financial progress reports.

##### *The Group Support Team (GST)*

The GST is formed of the DPCO from DAFO and full-time assigned focal persons from each District Technical Office. The District Project Coordination Office (DPCO) will serve as a focal point for technical support for all AFN II activities and be the main implementing agency for AFN II at the local levels. The Project will also mobilise community mobilisers recruited locally in the project target areas and in charge of liaising between the GST and the target groups at village level.

#### 11. *Implementing partners.*

World Food Programme (WFP) was a core partner for AFN 1 and will be a core cooperating partner in AFN II and as such implements the activities under sub-component 1a and component 3, in close cooperation with NPCO and provincial and District Project Coordination Offices.

#### 12. *Monitoring and Evaluation.*

A draft M&E manual will be further developed during the first year of implementation. The M&E system will have the following objectives: (i) monitor and manage project physical and financial progress; (ii) assess project outcomes and impact; (iii) capture and disseminate lessons learned and good practices; (iv) build capacities of government and local project implementation agencies.

#### 13. *Knowledge Management (KM).*

A KM plan will be developed during the first year of implementation. AFN II KM activities will support the effective flow of relevant information between project staff, beneficiaries, and other stakeholders, both in-country and outside. Output, outcome, and impact data generated by the M&E system will inform high-quality case studies, briefs, and reports. The NPCO will document the emerging experiences, lessons and best practices and share them widely. Additional technical assistance will be sourced by the NPCO for producing knowledge products as needed. All knowledge products will be communicated through relevant channels to enhance learning, policy dialogue and potential scaling-up of successful interventions. Specific knowledge products could be developed for GAFSP, IFAD, and WFP purposes.

#### 14. *Project Implementation Manual.*

**Preparation.** The Borrower/Recipient through the Lead Project Agency shall ensure the preparation of a PIM, in accordance with terms of reference acceptable to the Fund, which shall include among other arrangements: project description, project management, component implementation, financial management and procurement; and preparation of the system for monitoring and evaluation, including the fielding of the baseline survey.

**Approval and Adoption.** The Borrower/Recipient through the Lead Project Agency shall forward the draft PIM to the Fund for review and comments. On behalf of the Borrower / Recipient, the Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved

by the Borrower/Recipient, and shall promptly provide copies thereof to the Fund. The Borrower/Recipient through the Lead Project Agency shall carry out the Project in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived the aforementioned manual or any provision thereof, without the prior information of the Fund.

Supervision. The Fund will conduct annual supervision missions with the first mission scheduled during the 12 months after entry into force. In addition, IFAD will conduct an Implementation Support Mission (ISM) in order to advise on preparations and build awareness on the Project among its implementing partners and introduce and review the manuals.

## Schedule 2

### Allocation Table

#### 1. Allocation of Loan/Grant Proceeds.

(a) The Tables below set forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

**Table 1.a. Allocation of IFAD Loan funds**

Category	Loan granted on Blend Terms in USD	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes, co-financiers and government contribution)
I. Goods, Services & Inputs	6 550 000	100%
II. Grants & Subsidies	4 720 000	100%
III. Training	1 325 000	100%
IV. Operating costs	640 000	100%
<b>TOTAL</b>	<b>13 235 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Goods, Services & Inputs" under Category I, shall also include eligible expenditures for "Equipment & Materials" and vehicles, as well as Consultancies.
- (ii) "Operating costs" under Category IV, shall include salaries and allowances for contracted staff and general operating costs.
- (iii) Project related meeting expenses and project related travel expenses will follow MOF rules and policies, as amended from time to time. Honorarium, workshop allowances and / or sitting allowances are not recognized by IFAD as eligible expenditures.

**Table 1.b. Allocation of GAFSP Grant funds**

<b>Category</b>	<b>Grant amount allocated in USD</b>	<b>Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes, co-financiers and government contribution)</b>
I. Works	2 300 000	100%
II. Goods, Services & Inputs	2 950 000	100%
III. Grants & Subsidies	5 380 000	100%
IV. Training	1 370 000	100%
<b>TOTAL</b>	<b>12 000 000</b>	

(c) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Goods, Services & Inputs" under Category II, shall also include eligible expenditures for "Equipment & Materials" and vehicles, as well as Consultancies.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) The disbursement arrangements will be set forth in detail in the Financial Management and Financial Control Arrangements Letter (FMFCL) to the Borrower/Recipient.

### Schedule 3

#### *Special Covenants*

#### **I. General Provisions**

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.

2. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.

3. *Indigenous People (IP) Concerns.* The Borrower/Recipient shall ensure that the concerns of IPs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:

- (a) the Project is carried out in accordance with the national applicable provisions;
- (b) indigenous people are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities;
- (c) IP rights are duly respected;
- (d) IP communities, participate in policy dialogue and local governance;
- (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected; and
- (f) The Project/Programme will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

4. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations.

5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

6. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower/Recipient shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower/Recipient shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower/Recipient shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project/Program.

7. The Key Project Personnel are: as for Fiduciary: a Financial Management Officer, Assistant Finance Officer, an Accountant and a Cashier; a Procurement Officer and a Procurement Assistant, for the Technical aspects: (i) Agriculture and advisory services



Specialist, (ii) a Food Processing and Food Safety Specialist, (iii) an engineer for water infrastructures, an engineer for access tracks, (iv) a Business Multistakeholder Platform Coordinator and, (v) a CSO Partnerships Coordinator.

For the Mainstreaming priorities: an Environmental / Natural Resources Management / Climate Change Specialist and a Social Inclusion Advisor.

For the M&E, KM and others: a Monitoring & Evaluation Specialist, two Knowledge Management Officers, an administrative officer, a translator, and other support functions. At provincial level, PAFO will appoint a provincial project coordinator (PPC) but will not maintain a coordination office

8. In order to assist in the implementation of the Project, the PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labor regulations or the ILO International Labor Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

## **II. SECAP Provisions**

1. The Borrower/Recipient shall carry out the preparation, design, construction, implementation, and operation of the Project in accordance with the nine standards and other measures and requirements set forth in the Updated Social, Environmental Climate Assessment Procedures of IFAD ("SECAP 2021 Edition"), as well as with all applicable laws and regulations to the Borrower/Recipient and/or the sub-national entities relating to social, environmental and climate change issues in a manner and substance satisfactory to IFAD. The Borrower/Recipient shall not amend, vary or waive any provision of the SECAP 2021 Edition, unless agreed in writing by the Fund in the Financing Agreement and/or in the Management Plan(s), if any.

2. The Borrower/Recipient shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Abbreviated Environmental, Social and Climate Management Framework (AESCMF) and Environmental, Social and Climate Management Plans (ESCMPs) and Free, Prior and Informed Consent (FPIC) Plans, FPIC Implementation Plans, Indigenous Peoples Plans (IPPs), (the "Management Plans"), as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

The Borrower/Recipient shall not amend, vary or waive any provision of the above referenced Management Plans, unless agreed in writing by the Fund and if the Borrower/Recipient has complied with the same requirements as applicable to the original adoption of the ESCMPs and other Management Plans.

3. The Borrower/Recipient shall not, and shall cause the Executing Agency, all its contractors, its sub-contractors and suppliers not to commence implementation of any works, unless all Project affected persons have been compensated and/or resettled in accordance with the specific FPIC and/ or the agreed works and compensation schedule.

4. The Borrower/Recipient shall cause the Lead Project Agency to comply at all times while carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plans.

5. The Borrower/Recipient shall disclose the draft and final Abbreviated Environmental, Social and Climate Management Framework, ESCMPs and other Management Plans with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project-affected area, in a form and language understandable to Project affected persons and other stakeholders. The disclosure will consider any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

6. The Borrower/Recipient shall ensure or cause the Executing Agency and Implementing Agency to ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and other Management Plans.

7. The Borrower/Recipient will ensure that a Project-level grievance mechanism is established that is easily accessible, culturally appropriate, available in local languages, and scaled to the nature of the Project's activity and its potential impacts to promptly receive and resolve concerns and complaints (e.g. compensation, relocation or livelihood restoration) related to the environmental and social performance of the Project for people who may be unduly and adversely affected or potentially harmed if the Project fails to meet the SECAP standards and related policies. The Project-level grievance mechanism needs to consider indigenous peoples, customary laws and dispute resolution processes. Traditional or informal dispute mechanisms of affected indigenous peoples should be used to the greatest extent possible.

8. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower/Recipient shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project -level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

**Serious ESHS incident** means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues

that occur in loan or within the Borrower/Recipient's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower/Recipient (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and -violence involving Project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegation that require intervention by the police/other law enforcement authorities, such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

9. The Borrower/Recipient shall ensure or cause the Executing Agency, Implementing Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the ESCMPs and other Management Plans are respected.

10. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower/Recipient shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and other Management Plans on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Borrower/Recipient will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and other Management Plans promptly after becoming aware of such a breach.

11. The Borrower/Recipient shall fully cooperate with the Fund concerning supervision missions, midterm reviews, field visits, audits and follow-up visits to be undertaken in accordance with the requirements of SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) as the Fund considers appropriate depending on the scale, nature and risks of the Project.

12. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b>	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E	Communities, including women and ethnic groups actively take ownership and actively participate in the interventions.
	Males - Males	0	33600	84000				
	Females - Females	0	33600	84000				
	Young - Young people	0	16800	42000				
	Not young people	0	50400	126000				
	Indigenous people - Indigenous people	0	47040	117600				
	Non-indigenous	0	20160	50400				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	67200	168000				
	Persons with disabilities - Number	0	1344	3360				
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E	
Households - Households	0	11200	28000					
<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E		
Household members - Number of people	0	67200	168000					
<b>Project Goal</b> <b>The Project Goal is to enable 28,000 vulnerable households living in the project area to improve their income by 20%, by 2030.</b>	<b>16,800 households with increased incomes by 20%.</b>				Impact assessment	Baseline, midline, endline	NPCO, Government analysis	Increased productivity, value addition and market linkages result in increased income.
	Households - Number	0	6720	16800				
	Households - Percentage (%)	0	24	60				
	Males - Percentage (%)	0	20	50				
	Females - Percentage (%)	0	20	50				
	Young - Number	0	1680	4200				
<b>Development Objective</b> Enable 28,000 vulnerable households living in the project area to improve their food and nutrition security, enhance their climate resilience and	<b>16,800 households with decreased food insecurity by 20% measured by Food Insecurity Experience Scale (FIES)</b>				Impact assessment	Baseline, midline, endline	NPCO, Government analysis	Project capacity building interventions and investments result in increased food availability
	Households - Number of people	0	40320	100800				
	Households - Percentage (%)	0	24	60				
	Males - Percentage (%)	0	20	50				
	Females - Percentage (%)	0	20	50				
	Young - Number	0	10	25				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
increase smallholders' income by 2030.	Indigenous people - Percentage (%)	0	28	70				Women are the key decision makers on household food purchases and preparations.  Sustainable and climate resilient practices promoted by the project results in increased HH resilience.  Targeted communities want to improve their health and nutrition status and get effectively empowered through participatory planning.
	Households - Number	0	6720	16800				
	<b>1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	Women (%) - Percentage (%)		20	50				
	Women (number) - Females		5760	14400				
	Households (%) - Percentage (%)		20	50				
	Households (number) - Households		5760	14400				
	Household members - Number of people		34560	86400				
	<b>16,800 households with increased climate change resilience by 30%.</b>							
	Households - Number	0	6720	16800				
	Households - Percentage (%)	0	24	60				
	Males - Percentage (%)	0	20	50				
	Females - Percentage (%)	0	20	50				
	Young - Number	0	1680	4200				
	<b>Individuals demonstrating an improvement in empowerment</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	Total persons - Number	0	6720	16800				
	Total persons - Percentage (%)	0	4	10				
	Female - Number	0	3360	8400				
	Female - Percentage (%)	0	20	50				
	Male - Number	0	3360	8400				
Male - Percentage (%)	0	20	50					
<b>Outcome</b> Community-driven agriculture and natural resources-based nutrition interventions established	<b>1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	Households (number) - Households		5760	14400				
	Households (%) - Percentage (%)		20	50				
	Household members - Number of people		33600	84000				
	<b>Proportion of children 6-23 months of age who receive a Minimum Acceptable Diet (MAD)</b>				Project monitoring	Baseline, midline,	NPCO	

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Males - Percentage (%)	26.4	30	40		endline, annual		climate-resilient technologies and practices as adequate.
	Females - Percentage (%)	26.4	30	40				
	Indigenous people - Number			40				
	Households - Number		6720	16800				
	Households - Percentage (%)			60				
	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	Total number of household members - Number of people	0	36000	90000				
	Households - Percentage (%)	0	22	54				
Households - Households	0	6000	15000					
Stakeholder Feedback	<b>SF.2.1 Households satisfied with project-supported services</b>				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E	The project efficiently delivers on its expected outputs and outcomes
	Household members - Number of people	0	8960	22400				
	Households (%) - Percentage (%)	0	32	80				
	Households (number) - Households	0	53760	134400	Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E	
	<b>SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers</b>							
	Household members - Number of people		5600	14000				
	Households (%) - Percentage (%)		20	50				
	Households (number) - Households		33600	84000	Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
<b>1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition</b>								
Total persons participating - Number of people	0	43200	108000					
Males - Males	0	21600	54000					
Females - Females	0	21600	54000					
Households - Households	0	7200	18000					
Women headed households	0	144	360					
Household members benefitted - Number of people	0	43200	108000					
Indigenous people - Indigenous people	0	30240	75600					

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Output</b> 15,000 people benefiting from cash or food-based transfers	Young - Young people	0	10800	27000	Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	<b>Persons benefiting from cash or food-based transfers</b>							
	Females - Number	0	6000	15000				
	Households - Number	0	6000	15000				
	Households - Percentage (%)	0	22	54				
	Females - Percentage (%)	0	40	100				
<b>Output</b> 22,400 persons trained in production practices and/or technologies	Young - Number	0	1500	3750	Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Village Agriculture Technicians, Village Veterinary Workers and Lead farmers deliver effective last mile advisory services to APG members with support from DAFO
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>							
	Total number of persons trained by the project - Number of people	0	8960	22400				
	Men trained in crop - Males	0	2240	5600				
	Women trained in crop - Females	0	2240	5600				
	Young people trained in crop - Young people	0	1120	2800				
	Indigenous people trained in crop - Indigenous people	0	3136	7840				
	Men trained in livestock - Males	0	2240	5600				
	Women trained in livestock - Females	0	2240	5600				
	Young people trained in livestock - Young people	0	1120	2800				
	Indigenous people trained in livestock - Indigenous people	0	3136	7840				
	Total persons trained in crop - Number of people	0	4480	11200				
	Total persons trained in livestock - Number of people	0	4480	11200				
	<b>Output</b> 10,000 farmers receiving inputs or services on climate resilient or sustainable agriculture practices	<b>Number of farmers receiving inputs or services on climate resilient or sustainable agriculture practices</b>						
Males - Number		0	2400	6000				
Females - Number		0	1600	4000				
Males - Percentage (%)		0	24	60				
Females - Percentage (%)		0	16	40				
Households - Number		0	4000	10000				
Households - Percentage (%)		0	14	35				
<b>3.1.4 Land brought under climate-resilient practices</b>						NPCO		

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Output</b> 28,000 hectares of land brought under climate-resilient management	Hectares of land - Area (ha)	0	14000	28000	Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual		
<b>Output</b> 1,000 producer-based organizations supported	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO	
	Total size of POs - Organizations	0	10000	25000				
	Rural POs supported - Organizations	0	40	1000				
	Males - Males	0	5000	12500				
	Females - Females	0	5000	12500				
	Young - Young people	0	2500	6250				
	Indigenous people - Indigenous people	0	7000	17500				
	Rural POs supported that are headed by women - Organizations	0	160	400				
<b>Output</b> 15,000 persons receiving capacity development support	<b>Persons receiving capacity development support</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	Males - Number	0	6000	15000				
	Females - Number	0	6000	15000				
	Males - Percentage (%)	0	20	50				
	Females - Percentage (%)	0	20	50				
	Households - Percentage (%)	0	32	80				
	Young - Number	0	3000	7500				
	Households - Number	0	8960	22400				
<b>Outcome</b> Business Partnerships and Market access improved	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO	
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	9	21				
	Size of households - Number of people	0	45000	108000				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%)	0	9	21				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)	0	9	21				



Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Households reporting improved physical access to markets - Households	0	2500	6000				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Households	0	2500	6000				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households	0	2500	6000				
<b>Output</b> 600 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships / agreements or contracts with public or private entities	<b>Rural producers' organizations engaged in formal agreement with private entities</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	MSMEs willing to invest with adequate support and financing
	Number of POs - Number	0	200	600				
	Total Number of POs members - Number	0	6000	15000				
	Women PO members - Number	0	3000	7500				
	Men PO members - Number	0	3000	7500				
	Young PO members - Number	0	1500	3750				
	IP PO members - Number	0	4200	10500				
<b>Output</b> 500 processing, storage, and market facilities constructed and/or rehabilitated	<b>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Business plans are profitable and sustainable in the foreseen macro-economic context.
	Total number of facilities - Facilities	0	250	500				
	Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	50	100				
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	50	100				
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	150	300				
<b>Output</b> 50 SMEs joining the SUN Business Network as new members	<b>Number of SMEs joining the SUN Business Network as new members</b>				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	
	Number of SMEs joining - Number	0	20	50				
<b>Outcome</b> Enabling environment	<b>Multisectoral planning processes supported</b>				Project monitoring	midline, endline, annual	NPCO	Nutrition committees active and committed to the nutrition policy implementation.
	District Nutrition Committees endorsing village nutrition plans - Number	0	8	20				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 30 policy-relevant knowledge products completed	<b>Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed</b>				Project monitoring	midline, final evaluation	NPCO	
	Number - Knowledge Products	0	12	30				
	Number - Knowledge Products	0	12	30				

## Integrated project risk matrix summary

<b>Risk Category / Subcategory</b>	<b>Inherent risk</b>	<b>Residual risk</b>
<b>Country Context</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
<i>Political Commitment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Governance</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Macroeconomic</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Fragility and Security</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
<i>Policy alignment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Policy Development and Implementation</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<b>Environment and Climate Context</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<i>Project vulnerability to environmental conditions</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Project vulnerability to climate change impacts</i>	<i>High</i>	<i>Moderate</i>
<b>Project Scope</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<i>Project Relevance</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Technical Soundness</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
<i>Implementation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Monitoring and Evaluation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<b>Project Financial Management</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<i>Organizational staffing</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Budgeting</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Funds flow and Disbursement arrangements</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Internal controls</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Accounting and Financial Reporting</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>External Audit</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<b>Project Procurement</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<i>Legal and Regulatory Framework</i>	<i>High</i>	<i>Moderate</i>
<i>Accountability and Transparency</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Capability in Public Procurement</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Public Procurement Processes</i>	<i>High</i>	<i>Moderate</i>
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>High</b>	<b>Low</b>

<b>Risk Category / Subcategory</b>	<b>Inherent risk</b>	<b>Residual risk</b>
<i>Biodiversity Conservation</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Resource Efficiency and Pollution Prevention</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Cultural Heritage</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Indigenous People</i>	<i>High</i>	<i>Low</i>
<i>Labour and Working Conditions</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Community Health and Safety</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Physical and Economic Resettlement</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Greenhouse Gas Emissions</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
<i>Stakeholder Engagement/Coordination</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Stakeholder Grievances</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<b>Overall</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>